GISCARD PRESIDENT

arguments & REPONSES

1 avons-nous su faire face à la tempête économique mondiale ?

Oui

La France a été confrontée à la plus grave tempête économique que le monde ait connu depuis 1945

La maladie est mondiale. Elle frappe tous les pays, quel que soit leur système économique ou leur régime politique. L'Allemagne aujourd'hui est à son tour atteinte, comme la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, l'Espagne, les Etats-Unis, sans parler bien sûr des pays communistes comme la Pologne, la Hongrie, l'Union Soviétique...

Depuis 1974, **la croissance annuelle a été en moyenne divisée par deux dans les pays industriels et l'inflation a doublé de vitesse.**

La France a subi déjà **deux chocs pétroliers,** un troisième se profile à l'horizon.

Avec le premier, notre facture énergétique est passée de dix-sept milliards de francs en 1973, à quatre-vingt deux milliards en 1979. La France a franchi l'obstacle : dès 1978, la balance commerciale et la balance des paiements étaient à nouveau excédentaires.

Avec le second choc de 1979, le prix du pétrole a augmenté de 150 %. La facture énergétique s'est accrue de 68 milliards de francs en un an et demi. Cela représente plus de la moitié de l'impôt sur le revenu, ou un prélèvement annuel supplémentaire de 5000 francs par famille.

La France est contrainte de payer des sommes de plus en plus importantes pour son ravitaillement en énergie. Au total, notre facture énergétique est passée de 17 milliards en 1973 à 125 milliards en 1980 :

- soit une multiplication par 7
- soit plus que le total de l'impôt sur le revenu
- soit **un million de centimes à verser chaque année par chaque famille française.**

Dans le même temps, les matières premières augmentaient de façon considérable : **172 % entre février 1973 et février 1980.**

Malgré la crise, avons-nous augmenté la richesse de la France ?

OUI

En 7 ans, notre production industrielle a augmenté de 21,8 %.

Pour ces années, **la France détient le ruban bleu de la croissance pour les pays industriels** (à l'exception du Japon).

Malgré la crise, avons-nous préservé et augmenté le niveau de vie des Français ?

Avec la crise, le pouvoir d'achat des Français aurait pu stagner ou même baisser, comme ce fut le cas aux Etats-Unis en 1974, en Italie en 1975, en Grande-Bretagne, en 1977.

Le pouvoir d'achat des Français a été, au contraire, préservé.

- Le gouvernement a tenu son engagement de maintenir le pouvoir d'achat des Français, notamment pour les catégories les plus démunies.

Bien plus, le pouvoir d'achat moyen des Français a augmenté de 22 % depuis 1974.

- Ce résultat fait de nous le maillot jaune des nations industrielles occidentales devant l'Allemagne qui ne progresse que de 16 %.

Cette augmentation du pouvoir d'achat, a bénéficié en priorité aux plus défavorisés.

- Ce sont les **ouvriers**, les **familles à revenus modestes**, les **personnes âgées** qui ont profité en priorité de cette augmentation du pouvoir d'achat.
- **En 7 ans, le pouvoir d'achat du SMIC horaire a augmenté d'environ 30 %.**

Avons-nous su engager la bataille pour l'emploi ? OUI

Certes, cette bataille est loin d'être gagnée. Mais **les choix effectués sont les bons.**

On ne règle pas le problème de l'emploi par des incantations ou des manifestations. C'est seulement par la modernisation de notre économie, par l'investissement des entreprises, par notre adaptation aux dures conditions de la concurrence internationale que nous pourrons maintenir et créer les emplois sains et durables dont la France a besoin.

La France a eu à faire face à la crise économique qui a secoué tous les pays industrialisés. **Mais, la France a eu aussi – ne l'oublions pas – à affronter deux autres difficultés :**

1) Une arrivée massive de jeunes sur le marché du travail.
C'est là un problème particulier que ne connaissent pas les autres pays d'Europe et que connaîtra la France jusqu'en 1985. Il y a 750 000 jeunes qui arrivent chaque année et 500 000 retraités qui partent, cela fait 250 000 demandeurs d'emploi en plus chaque année. Et la population active augmentera encore de 880 000 personnes pour la période 1976-1983. Par contre, à partir

de 1984-1985, le problème de l'emploi se présentera sous un jour complètement inversé. Notre richesse en jeunes, difficulté aujourd'hui, est une chance pour demain.

2) Un plus grand désir des femmes de trouver un emploi. En 5 ans, 800 000 femmes se sont insérées dans la vie professionnelle.

La France a connu un des taux de chômage les moins élevés d'Europe.

6,4 % en France (fin 1980) contre
8,4 % en Grande-Bretagne
7,5 % en Italie
9,9 % en Belgique

Certes, en Allemagne par exemple, le nombre de demandeurs d'emploi est inférieur à la France. Mais il touche quand même 1,3 millions de personnes. Ce décalage est avant tout le résultat d'une différence démographique :

De 1973 à 1980, la population active a crû de 1,3 million de personnes en France. Elle n'a jamais été aussi importante. Durant la même période elle se réduisait de 400 000 en Allemagne.

Il y avait 17 250 000 salariés en 1973, il y en a aujourd'hui 17 800 000. Donc, les effectifs salariés ont augmenté de 550 000 personnes alors que, sur la même période, ils diminuaient de plus d'un million en Allemagne.

Ajoutons que dans le même temps, les Allem nds renvoyaient dans leur pays plus de 600 000 travailleurs immigrés.

La France a créé plus d'emplois qu'il n'en disparaissait.

1 100 000 emplois ont été créés depuis 1974, compen ant les em lois perdus et augmentant la population active.

Dans l'industrie, il se crée plus d'entreprises qu'il n'en disparait.

Dans l'artisanat, on constate une augmentation nette d'environ 10 000 entreprise par an (en moyenn depuis 3 ans).

Le dispositif mis en œuvre pour créer des emplois sains et durables est d'une ampleur sans précédent.

Lorsque l'on parle de pénurie d'emplois, il ne faut pas oublier que la France, depuis le début de la crise, a seulement incité les travailleurs immigrés à retourner dans leur pays. **Elle n'a pris aucune mesure autoritaire.** Le nombre de travailleurs immigrés, qui était de 1 725 000 en 1973 est de 1 490 000 aujourd'hui. (C'est-à-dire un chiffre voisin de celui des demandes d'emploi).

N'oublions pas non plus que malgré la crise de l'emploi, bien des métiers (plombiers, mécaniciens, boulangers...) manquent de main-d'œuvre, bien des entreprises cherchent encore le personnel qualifié dont elles ont besoin.

La France, pour faire face au chômage, s'est donnée un des meilleurs systèmes d'indemnisation et de protection.

Notre dispositif de protection des chômeurs est un des meilleurs du monde.

Les suppressions d'emplois dans certains secteurs sont assorties dans la grande majorité des cas de ressources allant jusqu'à 80 % du salaire net antérieur pour les pré-retraités et pour les autres, une allocation qui, avant le récent accord paritaire, pouvait atteindre 100 % du revenu net pendant un an.

Il n'existe pas en France une immense armée de chômeurs reconduite de mois en mois, d'années en années.

Dans une économie en mutation, **il existe une forte mobilité de l'emploi qui entraîne, hélas, pour certains, un passage plus ou moins prolongé par des périodes de chômage.** Ce qui signifie concrètement que près de 60 % des demandeurs d'emploi retrouvent du travail avant 6 mois et que la durée du chômage est de 260 jours en moyenne.

Avons-nous su engager la lutte contre la hausse des prix ?

OUI

Nous avons échappé à l'inflation « galopante » de style britannique ou italien.

- la hausse des prix qui avait atteint un rythme annuel de 18 % dans les trois derniers mois précédant l'élection de Valéry Giscard d'Estaing a pu être ramenée par la suite aux environs de 10 %, pour remonter en 1980 – sous le coup du 2e choc pétrolier – à près de 14 %.

Si elle n'a pas été moins forte, c'est en grande partie parce que le gouvernement a refusé de freiner la croissance économique, ce qui aurait, à coup sûr, entraîné une baisse du niveau de vie des Français et davantage de chômage.

Le gouvernement de Raymond Barre a refusé de tricher avec la hausse des prix.

- Il a refusé le blocage des prix, le blocage des tarifs des services publics toute politique de dissimulation de l'augmentation des prix de l'énergie importée. Ces dissimulations ne durent qu'un temps et elles se paient cher un peu plus tard.

Le gouvernement de Raymond Barre a refusé le dirigisme qui soumet l'économie à la bureaucratie et en libérant les prix, il a fait le choix d'aller vers une société de vérité, de liberté et de responsabilité.

- Le gouvernement a refusé les politiques artificielles qui cherchent à faire baisser le thermomètre sans soigner la fièvre.

Le contrôle administratif des prix est inefficace et dangereux.

La libération des prix était la condition de la modernisation de notre économie. Les faits sont là : ce sont les économies qui écartent la réglementation, les contrôles, le protectionnisme intérieur et extérieur qui réalisent les meilleures performances économiques et sociales.

La France a-t-elle su faire face à la rude compétition économique mondiale ?

OUI

Pour un pays comme la France, qui importe 75 % de son énergie, et où deux emplois industriels sur cinq sont dus à l'exportation, la survie dépend de nos échanges avec l'extérieur.

Pour payer nos achats à l'étranger, il nous faut avoir une **monnaie forte** et **exporter** toujours davantage.

Sans une monnaie forte, la France aurait perdu sa place dans la compétition internationale.

Toute dépréciation du franc gonfle notre facture pétrole et matières premières importées. Lorsque le franc perd 1 % de sa valeur par rapport aux principales monnaies étrangères, le défit commercial s'aggrave de plus d'un milliard de francs.

La France est devenue le 3e exportateur mondial (dépassant aujourd'hui le Japon).
Un français exporte autant que deux japonais.

Notre volume d'exportation a augmenté de près de 50 %.

Malgré le renchérissement de l'énergie et des matières premières, malgré la concurrence des pays en voie de développement oú les salaires sont jusqu'à quinze fois moins élevés que les nôtres, malgré la concurrence des pays industriels.

Aujourd'hui, les coûts salariaux français sont par exemple 30 % plus élevés que les coûts salariaux des Etats-Unis (durée effective de travail, productivité, charges sociales...).

Oui, en 7 ans, notre économie s'est redressée et elle a commencé à s'adapter aux nouvelles données internationales.